



LIVRES QUÉBEC : LES PROFESSIONNELS DU LIVRE AU QUÉBEC EXPRIMENT LEURS REVENDICATIONS COMMUNES

Québec, 12 avril 2019 — Les associations professionnelles de la chaîne québécoise du livre ont, d'un commun accord, mis sur pied une nouvelle table de concertation interprofessionnelle qui leur permettra d'échanger et de prendre position sur différents enjeux qui touchent le milieu du livre.

Livres Québec, qui a organisé en septembre dernier une rencontre avec des porte-paroles en matière de culture des quatre principaux partis politiques québécois alors en campagne électorale, devient ainsi une table interprofessionnelle permanente.

Au Salon international du livre de Québec, hier, ce collectif a d'ailleurs rencontré Marie Gendron, la nouvelle sous-ministre du ministère de la Culture et des Communications, qui était accompagnée d'une délégation. Ce fut l'occasion de lui transmettre un certain nombre de demandes partagées par tous les acteurs de la chaîne du livre, notamment :

Des outils efficaces et complets de connaissance du marché du livre au Québec

L'industrie du livre n'échappe pas au besoin de s'appuyer sur des outils efficaces et complets de connaissance du marché. Mais aujourd'hui, les données disponibles sont souvent incomplètes.

Le cas de Gaspard, système d'information en temps réel sur les ventes de livres en français au Canada développé par la Banque de titres de langue française (BTLF), est très révélateur. Les informations recueillies par cet outil de gestion commerciale, directement aux caisses des détaillants, permettent à toute la chaîne du livre d'ajuster des réimpressions, de cibler des marchés, de suivre l'évolution des ventes, etc.

Malheureusement, Gaspard souffre encore de la non-participation d'un gros joueur de la vente de livres au Québec. Malgré de nombreuses représentations, ce dossier n'évolue pas.

Livres Québec réclame que l'outil Gaspard de la BTLF englobe les ventes à la caisse de toutes les librairies agréées, sans exception.

Pour un Salon du livre de Montréal fort et fédérateur

Personne ne veut voir disparaître le Salon du livre de Montréal, un événement majeur de la vie littéraire québécoise fréquenté par plus de 100 000 visiteurs chaque année.

Mais le déménagement du Salon au Palais des congrès de Montréal en 2020 menace le caractère fédérateur de l'événement. En effet, la Société du Palais des congrès propose au Salon des dates plus tardives qu'à l'accoutumée, à la toute fin du mois de novembre, pour que des congrès internationaux aient priorité.

L'écosystème du livre est fragilisé par ce nouveau calendrier qui ne tient aucunement compte de la réalité des différents acteurs de la chaîne du livre.

Que les dates souhaitées par le Salon du livre de Montréal soient actuellement disponibles au Palais des congrès sans laisser le Salon en bénéficiaire n'est pas acceptable pour les membres de *Livres Québec*. La table de concertation demande à la ministre de la Culture et des Communications d'intervenir auprès de la Société du Palais des Congrès de Montréal en lui rappelant l'importance fondamentale d'assouplir ses règlements pour accueillir un événement culturel québécois de premier plan.

Pour un véritable Conseil consultatif de la lecture et du livre

Mis sur pied en 1981, dans le cadre de la *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, le Conseil consultatif de la lecture et du livre a pour mandat « de donner son avis et de soumettre des recommandations à la ministre de la Culture et des Communications sur toute question relative à la lecture, au livre et à l'application du cadre législatif et réglementaire. » Malgré les nombreuses critiques des associations professionnelles au Ministère, force est de constater que le rôle et l'importance accordés à ce conseil aujourd'hui manquent de profondeur.

Il est essentiel que le ministère de la Culture et des Communications se dote d'un véritable conseil consultatif, transparent, efficace et capable de jouer un rôle bénéfique pour le secteur. Des mandats sur des enjeux au cœur de nos pratiques doivent leur être confiés, en tant que conseil d'experts, reconnus par tous.

La lecture, cause nationale ?

Pour les membres de *Livres Québec*, développer une culture de la lecture doit être un enjeu de société. La lecture participe à la lutte contre le décrochage scolaire, renforce l'esprit critique de chacun, encourage l'expression et le dialogue, favorise l'ouverture au monde, la curiosité et le respect.

Livres Québec souhaite que la ministre de la Culture et des Communications travaille étroitement avec son homologue de l'Éducation pour faire de la lecture une priorité, une cause nationale pour les années à venir, et ainsi s'engager dans des actions d'envergure de valorisation de la littérature québécoise comme levier d'une véritable culture de la lecture au Québec.

Soutien en évolution aux bibliothèques publiques

Inutile ici de rappeler le rôle essentiel joué par les bibliothèques publiques, partout au Québec, pour tisser et entretenir le lien entre livres et lecteurs.

Les enveloppes budgétaires réservées aux bibliothèques pour le développement de collection sont gelées depuis de nombreuses années. Le nombre de bibliothèques admissibles augmente et de nouveaux formats font leur apparition. Cette situation réduit la capacité d'acquisition de livres pour certaines de nos bibliothèques, créant parfois des impacts importants chez les libraires de leur région.

Les membres de *Livres Québec* demandent à la ministre de la Culture et des Communications de procéder dès que possible à un dégel des enveloppes budgétaires réservées pour l'acquisition de livres.

Livres Québec réunit des représentants de :

- l'Association des bibliothèques publiques du Québec (ABPQ)
- l'Association des libraires du Québec (ALQ)
- l'Association des distributeurs exclusifs de livres de langue française (ADELF)
- l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)
- la Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire (Coopsco)
- le Réseau BIBLIO du Québec
- l'Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ)



Source : Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ)

Contact : Jean-Sébastien Marsan, adjoint à la direction générale et directeur des communications, 514 849-8540 poste 225 | ismarsan@uneq.gc.ca